



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 octobre 2016  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Trente-troisième session

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

### Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général

Promotion et protection de tous les droits de l'homme,  
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,  
y compris le droit au développement

## Promotion et protection des droits de l'homme des migrants dans le contexte des déplacements massifs\*

### Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

#### Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 32/14 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil a prié le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de lui soumettre, avant sa trente-troisième session, un rapport sur la promotion et la protection des droits de l'homme des migrants dans le contexte des déplacements massifs.

Le Haut-Commissaire y analyse la situation des droits de l'homme des migrants dans le contexte des déplacements massifs. Dans la perspective de la réunion plénière de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants, convoquée par l'Assemblée générale, le Haut-Commissaire conclut son rapport par une série de recommandations adressées aux États et aux autres parties prenantes concernées.

\* Le présent rapport a été soumis tardivement aux services de conférence parce que la résolution 32/14 du Conseil des droits de l'homme, qui constitue le fondement du mandat donné pour l'élaboration du rapport, a été adoptée après la date limite de soumission des rapports à examiner par le Conseil à sa trente-troisième session.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	3
II. Contexte .....	3
III. Promotion et protection des droits de l'homme dans le contexte des déplacements massifs de migrants et de réfugiés .....	4
A. Veiller à ce que les droits de l'homme soient au cœur de l'action menée pour faire face aux déplacements massifs de migrants, et garantir le suivi et la responsabilité .....	4
B. Comprendre la vulnérabilité des migrants dans le contexte des déplacements massifs .....	5
C. Lutter contre la xénophobie à l'égard des migrants .....	7
D. Garantir l'accès des migrants à la justice .....	8
E. Protéger la vie et l'intégrité des migrants en détresse .....	8
F. Veiller à ce que toutes les mesures de gestion des frontières protègent les droits de l'homme .....	9
G. Veiller à ce que tous les retours soient légaux et viables .....	9
H. Protéger les migrants contre toutes les formes de violence et d'exploitation .....	10
I. Préserver le droit à la liberté des migrants .....	11
J. Garantir la meilleure protection possible de l'unité familiale des migrants .....	12
K. Garantir les droits de l'homme de tous les enfants dans le contexte des migrations .....	12
L. Protéger les droits fondamentaux des migrantes .....	13
M. Garantir le droit des migrants de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'ils soient capables d'atteindre .....	14
N. Garantir le droit des migrants à un niveau de vie suffisant .....	14
O. Garantir aux migrants le droit au travail, dans des conditions justes et favorables .....	15
P. Protéger le droit des migrants à l'éducation .....	15
Q. Défendre le droit des migrants à l'information .....	16
R. Respecter et soutenir les activités des défenseurs des droits de l'homme et des autres personnes qui s'efforcent de porter secours et assistance aux migrants .....	17
S. Améliorer la collecte de données ventilées sur la situation des droits de l'homme des migrants dans le contexte des déplacements massifs .....	17
T. Promouvoir la coopération internationale pour garantir une approche fondée sur les droits de l'homme dans le contexte des déplacements massifs .....	18
IV. Conclusions et recommandations .....	19

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 32/14, intitulée « Protection des droits de l'homme des migrants : renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme des migrants, y compris lors des déplacements massifs », qui a été adoptée le 1<sup>er</sup> juillet 2016, le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de lui soumettre, avant sa trente-troisième session, un rapport sur la promotion et la protection des droits de l'homme des migrants dans le contexte des déplacements massifs, en consultation avec les États et les autres parties prenantes concernées, y compris les organisations régionales, les organisations de la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme, et de le transmettre à l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session.

2. C'est ainsi que, le 22 juillet 2016, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a adressé une note verbale aux États Membres et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales afin de solliciter leurs vues et des renseignements sur la question. Des communications écrites ont été soumises par des États, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que par des experts indépendants<sup>1</sup>.

## II. Contexte

3. Dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants<sup>2</sup>, les États Membres ont affirmé que l'expression « déplacements massifs » pouvait être interprétée par rapport à plusieurs considérations, notamment le nombre de personnes qui arrivent ; le contexte économique, social et géographique ; la capacité de réaction des États d'accueil ; et l'incidence d'un déplacement soudain ou prolongé. Ils ont ajouté que l'expression ne s'appliquait pas, par exemple, aux flux réguliers de migrants d'un pays à l'autre.

4. Partout dans le monde, des millions de femmes, d'hommes et d'enfants sont dans une situation où leurs droits de l'homme sont précarisés dans le contexte des déplacements massifs. Toute personne qui entreprend un voyage aussi périlleux a besoin d'une forme de protection pendant son périple et aux frontières, qu'il s'agisse de la protection internationale accordée aux réfugiés, de celle dont bénéficient les victimes d'actes de torture, de traumatismes ou de la traite, ou encore de la protection de certains droits de l'homme. Comme l'a affirmé le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, ces déplacements sont rarement entièrement « volontaires » au vrai sens du terme.

5. Dans le présent rapport, le Haut-Commissaire analyse la situation des droits de l'homme des migrants dans le contexte des déplacements massifs, et établit un lien entre l'élaboration de la présente analyse et les directives sur la protection des droits de l'homme des migrants vulnérables dans le contexte de déplacements massifs et/ou mixtes, mises

<sup>1</sup> Des communications ont été reçues de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de la Colombie, de Cuba, des États-Unis d'Amérique, de l'Italie, de la Lituanie, du Maroc, du Mexique, du Monténégro, du Qatar et de la Serbie, ainsi que de l'Union européenne, nombre d'entre elles mettant l'accent sur les bonnes pratiques. Des communications ont également été reçues d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. Ces communications peuvent être consultées sur la page du site Web du HCDH consacrée aux migrations, à l'adresse [www.ohchr.org/EN/Issues/Migration/Pages/LargeMovements.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Migration/Pages/LargeMovements.aspx).

<sup>2</sup> Document final de la réunion plénière de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants convoquée par l'Assemblée générale, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/1 du 19 septembre 2016.

actuellement au point par le Groupe mondial sur la migration dans le cadre de son Groupe de travail pour les droits de l'homme et l'égalité des sexes<sup>3</sup>. Les éléments les plus importants de la Déclaration de New York sont mis en évidence dans chaque partie du rapport, afin de rendre compte des engagements pris et de l'importance que la communauté internationale continue d'accorder à ces problèmes qui se posent en matière de droits de l'homme.

### **III. Promotion et protection des droits de l'homme dans le contexte des déplacements massifs de migrants et de réfugiés**

#### **A. Veiller à ce que les droits de l'homme soient au cœur de l'action menée pour faire face aux déplacements massifs de migrants, et garantir le suivi et la responsabilité**

6. Dans le contexte des déplacements massifs, tout individu a le droit de jouir des droits de l'homme, qu'on le définisse comme un migrant<sup>4</sup> ou comme un réfugié<sup>5</sup>, ou encore qu'il relève d'une autre catégorie de personnes. De manière générale, en vertu de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune. Au paragraphe 5 de la Déclaration de New York, les États Membres ont réaffirmé qu'ils protégeraient pleinement les droits fondamentaux de tous les réfugiés et migrants, quel que soit leur statut, soulignant que tous avaient des droits. Dans la Charte internationale des droits de l'homme, les exceptions entre nationaux et les non-nationaux ne concernent que deux droits et, pour ces deux droits, ne sont applicables que dans des cas limités.

7. Les expériences vécues par chaque individu dans le contexte des déplacements massifs présentent d'importantes similitudes et sont tout aussi lourdes de conséquences en matière de droits de l'homme. La migration forcée peut souvent être mieux décrite par la notion de continuum que par celle de dichotomie<sup>6</sup>. Tant les demandeurs d'asile que les

<sup>3</sup> Dans sa résolution 32/14, le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissaire de continuer à élaborer, en tant que coprésident du Groupe de travail sur les migrations, les droits de l'homme et le genre du Groupe mondial sur les migrations, des principes et des directives pratiques sur la protection des droits de l'homme des migrants vulnérables dans le contexte des déplacements massifs et/ou mixtes, sur la base des normes juridiques existantes, et de faire rapport à ce sujet au Conseil des droits de l'homme à sa trente-quatrième session. Au paragraphe 51 de la Déclaration de New York, les signataires ont pris note de l'initiative du Groupe mondial sur la migration.

<sup>4</sup> En l'absence d'une définition juridique universellement acceptée, le HCDH entend par « migrant international », « toute personne se trouvant à l'extérieur de l'État dont elle possède la nationalité ou la citoyenneté ou, dans le cas des apatrides, de son pays de naissance ou de résidence habituelle ». Voir HCDH, *Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales* (2014), chap. I, par. 10.

<sup>5</sup> Les réfugiés ont droit à une protection spécifique au titre du droit international des réfugiés, notamment la protection contre le retour dans un pays où il risque d'être persécuté (Convention relative au statut des réfugiés, art. 33) et la non-incrimination de l'entrée irrégulière (ibid., art. 31).

<sup>6</sup> Au paragraphe 6 de la Déclaration de New York, les signataires ont reconnu que, si leur traitement relevait de cadres juridiques distincts, les réfugiés et les migrants jouissaient des mêmes libertés fondamentales et droits de l'homme universels, et qu'ils étaient aussi confrontés à beaucoup de difficultés et de vulnérabilités communes, notamment dans le contexte des déplacements massifs. Le HCDH estime que le traitement accordé aux réfugiés et autres migrants par le droit international est régi par des cadres juridiques distincts mais qui se chevauchent; toutes les personnes qui se déplacent peuvent se prévaloir sans discrimination de la protection du droit relatif aux droits de

migrants en situation irrégulière sont victimes de discrimination, d'actes de violence et d'extorsion aux postes frontière; les uns comme les autres sont blessés ou meurent dans des camions bondés ou dans des embarcations qui prennent l'eau; ils dépérissent ensemble dans des centres de détention de migrants et, dans de nombreux pays, occupent côte à côte des emplois dangereux dans l'économie informelle. Les violences xénophobes et les discours de haine ciblent les étrangers en raison de leur apparence, de leur lieu d'origine et de leurs pratiques religieuses. Il n'est guère logique que l'action menée pour faire face à ces violations varie en fonction des différentes catégories de victimes. Les normes en matière de droits de l'homme relatives à la prévention de la discrimination raciale ou au droit à la santé s'appliquent de manière égale à tous les êtres humains, et le droit international des droits de l'homme est le fondement de la protection de tous ceux qui se déplacent, indépendamment de leur rattachement ultérieur à des groupes plus particuliers aux droits définis avec plus de précision.

8. Les droits de l'homme sont universels, inaliénables, indivisibles et interdépendants. Le cadre international des droits de l'homme indique clairement que, pour donner effet à ces droits, la situation unique et individuelle de chacun doit être prise en considération et l'intéressé doit être reconnu comme un participant actif plutôt que comme un bénéficiaire passif de services. Les droits de l'homme étant inhérents à l'être humain et non au lieu où il se trouve, le détenteur de l'obligation est quant à lui tenu de respecter, de protéger et de réaliser les droits de tous, à chaque étape de leur déplacement.

## **B. Comprendre la vulnérabilité des migrants dans le contexte des déplacements massifs**

9. Au paragraphe 23 de la Déclaration de New York, les États Membres ont déclaré que sachant que les personnes en situation de vulnérabilité qui voyageaient dans le contexte des déplacements massifs de réfugiés et de migrants avaient des besoins particuliers, ils satisferaient ces besoins conformément aux obligations qui leur incombaient en vertu du droit international. La conviction que, partout dans le monde, les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille n'avaient pas été suffisamment reconnus et devaient donc bénéficier d'une protection internationale appropriée a été exprimée dans la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

10. Dans le présent rapport, le Haut-Commissaire s'efforce de mettre en lumière la situation des droits de l'homme de ces migrants qui ne peuvent prétendre au statut de réfugié au titre de la Convention relative au statut des réfugiés, mais que leur situation rend vulnérables et qui ont donc besoin de protection. En conséquence, dans le présent rapport, le terme « migrant » sera employé pour désigner ces personnes. En ce qui concerne ce groupe de population, il est toutefois important d'être conscient des droits et des besoins différenciés de certains individus et groupes, tels que les personnes et les migrants victimes de la traite, les travailleurs migrants, les personnes âgées, les enfants, les femmes à risque et les personnes handicapées, ainsi que les demandeurs d'asile déboutés<sup>7</sup>. Les droits

---

l'homme, qui comprend la protection contre le refoulement, par exemple en vertu des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

<sup>7</sup> À la suite d'un rejet définitif prononcé dans une procédure d'asile équitable et efficace.

spécifiques d'un grand nombre de ces groupes ont été reconnus dans les instruments juridiques internationaux<sup>8</sup>.

11. Dans le contexte des déplacements massifs, les migrants sont souvent vulnérables ou en situation précaire, et ont besoin d'interventions spécifiques à des fins de protection<sup>9</sup>. L'analyse et l'étude des paramètres et des limites de cette vulnérabilité offrent l'occasion de comprendre la diversité des expériences migratoires qui se dégagent des déplacements massifs contemporains et de préciser la notion de « migrant vulnérable ».

12. La vulnérabilité des migrants dans le contexte des déplacements massifs peut être comprise dans le sens indiqué ci-dessous<sup>10</sup>. Les facteurs suivants sont souvent convergents, peuvent coexister et s'aggraver mutuellement :

a) *Vulnérabilité liée aux motifs ayant conduit à quitter le pays d'origine.* Les facteurs des déplacements précaires non volontaires étant multiples et souvent inextricablement liés entre eux, ils devraient être évalués au cas par cas. Il peut s'agir de la pauvreté, de la discrimination, de l'impossibilité d'exercer des droits humains fondamentaux, notamment le droit à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, à l'eau et à un travail décent, ainsi que de l'exposition à la violence, de l'inégalité entre les sexes, de toute la gamme des conséquences des catastrophes naturelles, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, ou encore du fait d'être séparé de sa famille. Au paragraphe 1 de la Déclaration de New York, les États Membres soulignent aussi que nombreux sont les déplacements qui sont motivés par plusieurs de ces raisons ;

b) *Vulnérabilité liée à la situation rencontrée par les migrants en cours de route, aux frontières et dans le cadre de l'accueil.* Les personnes sont souvent contraintes d'utiliser des moyens de transport dangereux dans des conditions périlleuses, et de recourir à des passeurs et autres intermédiaires, ce qui peut les exposer à l'exploitation ou au risque de la traite ou d'autres formes de mauvais traitements. Le voyage peut être marqué par la faim, la privation d'eau, l'insécurité personnelle et le manque d'accès à des soins médicaux. De nombreux migrants passent de longues périodes dans les pays de transit, souvent dans des conditions irrégulières et précaires, où ils ne sont pas en mesure de faire valoir leurs droits devant un juge et sont exposés à une série de violations des droits de l'homme et de mauvais traitements. Les conditions inadaptées et souvent difficiles dans lesquelles ils sont accueillis aux frontières peuvent également constituer une violation de leurs droits et aggraver encore leur vulnérabilité ;

<sup>8</sup> Comme, par exemple, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

<sup>9</sup> Voir à cet égard le point de vue du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants qui a indiqué que, lorsqu'il parlait des migrants de manière générale, il avait décidé d'employer le terme « précaire », qui décrivait davantage la situation dans laquelle ils se trouvaient, comme on pouvait souvent le constater, plutôt que le terme « vulnérable », qui comportait davantage une connotation relative à leurs caractéristiques intrinsèques (voir A/71/285, par. 60).

<sup>10</sup> Pour bien évaluer la vulnérabilité, il faut généralement un examen individuel de la situation. Pour une analyse de la question, voir Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, « Abuse of a position of vulnerability and other “means” within the definition of trafficking in persons », (Vienne, 2013), p. 14.

c) *Vulnérabilité liée à un aspect particulier de l'identité ou de la situation de la personne.* Dans leurs déplacements, certains sont intrinsèquement plus vulnérables que d'autres en raison de la persistance des inégalités de traitement et des discriminations fondées sur des facteurs tels que l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique, la nationalité, la religion, la langue, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou le statut migratoire. Certaines personnes sont plus vulnérables en raison de leur état physique et/ou psychologique, comme les femmes enceintes, les personnes en mauvaise santé, y compris celles atteintes du VIH, les personnes handicapées ou âgées, ou encore les enfants, notamment s'ils sont non accompagnés ou séparés.

## C. Lutter contre la xénophobie à l'égard des migrants

13. Au paragraphe 14 de la Déclaration de New York, les États Membres ont condamné énergiquement les manifestations et actes de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie visant les réfugiés et les migrants, et l'intolérance qui y est associée, ainsi que l'utilisation fréquente de stéréotypes fondés notamment sur la religion ou la croyance. En vertu de l'article 2 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les États parties condamnent la discrimination raciale et s'engagent à poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer toute forme de discrimination raciale.

14. Bien qu'il n'existe pas de définition juridique universelle du terme, la xénophobie peut s'entendre d'attitudes et de comportements fondés plus particulièrement sur l'idée que l'autre est étranger et n'est pas originaire de la communauté ou de la nation<sup>11</sup>. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a récemment souligné qu'en cette période de mobilité accrue, les manifestations de xénophobie étaient innombrables et continuaient de se développer de manière alarmante (voir A/HRC/32/50, par. 30). De telles manifestations peuvent prendre la forme de violences physiques manifestes, de discours ou de crimes motivés par la haine, ou encore de la discrimination intentionnelle, implicite ou structurelle à l'encontre des migrants. De nombreuses idées erronées sur l'ampleur et la nature des migrations peuvent contribuer à la xénophobie. Outre les efforts manifestes faits pour exclure les migrants du territoire national, la xénophobie peut également se manifester dans l'action menée pour tenir les migrants à l'écart de certains quartiers d'une ville ou les priver de l'accès aux services publics ou privés, aux institutions ou aux ressources.

15. Dans de nombreux pays, la xénophobie imprègne de plus en plus la rhétorique des mouvements politiques et les messages diffusés par les médias, favorisant l'apparition d'un climat d'exclusion, d'angoisse accrue et de violence croissante envers les migrants et les minorités ethniques ou religieuses, entretenu, dans plusieurs cas, par les politiques et les pratiques des gouvernements. On assiste également à une augmentation de l'emploi généralisé de propos dégradants pour qualifier les migrants, qui déshumanisent et réifient, tels que « migrants illégaux », « migrants économiques » et « faux demandeurs d'asile » ; les migrations sont décrites dans des termes évoquant le danger ou la catastrophe, tels qu'inondation, essaim, invasion, ou horde ; les migrants se voient attribuer injustement des actes délictueux ou des caractéristiques sociales négatives, et des termes encore plus problématiques et violents sont employés, qui peuvent directement inciter à la haine à leur égard.

<sup>11</sup> Bureau international du Travail, Organisation internationale pour les migrations et HCDH, en consultation avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *International Migration, Racism, Discrimination and Xenophobia* (2001), p. 2.

## **D. Garantir l'accès des migrants à la justice**

16. Au paragraphe 39 de la Déclaration de New York, les États Membres ont indiqué qu'ils entendaient prendre les mesures qui s'imposaient pour améliorer l'intégration et l'insertion des migrants et des réfugiés, selon qu'il conviendrait, notamment en ce qui concernait l'accès à la justice. Conformément à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi.

17. Dans le contexte de déplacements massifs, les migrants font souvent face à une série d'obstacles qui entravent leur accès à la justice, notamment devant les cours, les tribunaux et les mécanismes de surveillance et de plainte nationaux. Ces obstacles peuvent comprendre la méconnaissance de la langue locale, des connaissances limitées concernant leurs droits et les voies de recours, des restrictions à leur liberté de circulation, un éparpillement des différents droits dans divers mécanismes judiciaires et non judiciaires, l'absence de garanties d'une procédure régulière, l'impossibilité d'avoir accès à un avocat ou à un interprète compétent et l'absence d'aide juridictionnelle<sup>12</sup>.

18. La crainte qu'ont les migrants d'être découverts, arrêtés et expulsés s'ils font valoir leur droit d'accès à la justice, notamment d'accès aux agents de la police de proximité, est également un obstacle majeur. Nombreux sont ceux qui ne signalent pas les infractions, notamment les infractions motivées par la haine dont ils sont victimes, par crainte de représailles. Même lorsque les migrants portent plainte, les procédures judiciaires sont parfois inefficaces en raison d'obstacles linguistiques et culturels. Dans de nombreux pays, les migrants sont victimes de discrimination et font l'objet d'un traitement inégal par le système judiciaire. Ils peuvent être davantage exposés aux préjugés des responsables de l'application des lois, à des peines plus sévères, à la ségrégation dans le cadre de la détention et à un processus décisionnel discriminatoire<sup>13</sup>.

## **E. Protéger la vie et l'intégrité des migrants en détresse**

19. Au paragraphe 10 de la Déclaration de New York, les États Membres ont souligné qu'ils étaient déterminés à sauver des vies. L'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine.

20. Des contrôles de plus en plus stricts aux frontières extérieures, associés à un grave manque de voies de migration régulières, ont augmenté les risques et accru les enjeux des mouvements irréguliers, ce qui oblige les migrants à se tourner vers des modes de déplacement dangereux. L'Organisation internationale pour les migrations a indiqué que 4 234 personnes avaient perdu la vie le long des routes migratoires au cours des huit premiers mois de 2016 ; il est presque certain que ce chiffre est largement sous-estimé<sup>14</sup>.

21. Dans les déserts et autres frontières terrestres, des milliers de migrants ont péri par exposition aux éléments ou sont morts de déshydratation ou d'asphyxie dans des camions surpeuplés. Des milliers d'autres ont perdu la vie en mer parce que leur embarcation a chaviré et coulé, qu'ils ont été contraints de voyager sous pont, ou de supporter l'extrême

<sup>12</sup> Pour un examen plus approfondi de la question, voir A/71/285, par. 80.

<sup>13</sup> Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Combating Violence against Migrants: Criminal Justice Measures to Prevent, Investigate, Prosecute and Punish Violence against Migrants, Migrant Workers and Their Families and to Protect Victims* (2015), p. 4.

<sup>14</sup> Voir la page Web de l'Organisation internationale pour les migrations consacrée à la méthode employée dans le cadre du Missing Migrants Project (<http://missingmigrants.iom.int/methodology>).



chaleur des salles des machines, sans eau ou ventilation, ou encore parce qu'ils ont été jetés par-dessus bord par les trafiquants ou les gardes-côtes lors d'opérations d'interception dangereuses. Souvent, les corps ne sont pas retrouvés ou ne sont pas identifiés, et les familles ne savent pas si leurs parents disparus sont morts ou vivants. De même, les nombreux migrants qui subissent des blessures graves au cours de leur voyage ne sont dans l'ensemble pas comptabilisés.

## **F. Veiller à ce que toutes les mesures de gestion des frontières protègent les droits de l'homme**

22. Au paragraphe 24 de la Déclaration de New York, sachant que les États ont des droits et des responsabilités en ce qui concerne la gestion et le contrôle de leurs frontières, les États Membres se sont engagés à mettre en œuvre des procédures de contrôle aux frontières conformes aux obligations qui sont les leurs en vertu du droit international, notamment du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés. En vertu de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un État a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence, et toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien.

23. Ces dernières années, la question du contrôle et de la surveillance des frontières a considérablement gagné en importance, en raison de la crainte que les États de destination ne soient dépassés par une migration « incontrôlée » et d'inquiétudes – largement infondées – concernant les liens entre les migrants et la criminalité ou le terrorisme transnationaux.

24. Les frontières sont de moins en moins souvent administrées physiquement aux frontières territoriales ; les processus de contrôle s'étendent aux pays d'origine des migrants, et se traduisent souvent par des démarches onéreuses visant à obtenir un visa ou par des sanctions des transporteurs. Les méthodes d'interception employées dans les pays de transit ou en haute mer ont été critiquées car elles sont caractérisées par un usage disproportionné de la force ou sont appliquées de manière arbitraire. Ces mesures peuvent également empêcher les personnes en déplacement de bénéficier d'une évaluation individuelle de leur situation et notamment d'avoir accès à des procédures d'asile équitables et efficaces.

25. Dans le contexte de déplacements massifs, les migrants font rarement l'objet de procédures de présélection appropriées et non discriminatoires ou de procédures d'identification individuelle, notamment d'une évaluation de la vulnérabilité pouvant découler d'un traumatisme, d'une grossesse ou d'un handicap, et les victimes de traite et d'exploitation ne sont que peu identifiées. Les autorités privilégient souvent la mise en œuvre des procédures administratives et des procédures de sécurité par rapport à la fourniture immédiate de l'aide nécessaire.

26. De plus, en ce qui concerne le contrôle des frontières, des préoccupations ont été exprimées quant à l'absence de mécanismes de supervision et de justice, qui peut favoriser l'émergence d'une culture de l'impunité parmi les gardes frontière et les agents des services d'immigration. De nos jours, l'administration des frontières est souvent confiée à des acteurs privés qui peuvent agir sans être véritablement supervisés par les pouvoirs publics et sans prendre en compte les impératifs des droits de l'homme.

## **G. Veiller à ce que tous les retours soient légaux et viables**

27. Au paragraphe 58 de la Déclaration de New York, les États Membres ont précisé que tout type de retour, qu'il soit librement consenti ou non, devait être conforme aux

obligations des États au regard du droit international des droits de l'homme et au principe de non-refoulement, et qu'une attention particulière devait être accordée aux besoins des migrants vulnérables qui étaient de retour dans leur pays, tels que les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les victimes de la traite. Le paragraphe 1 de l'article 3 de la Convention contre la torture dispose qu'aucun État partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture.

28. Les politiques et les pratiques migratoires visent de plus en plus, dans un but dissuasif, à prévenir l'entrée des migrants et à les renvoyer aussi rapidement que possible. Dans les accords de réadmission, les pays de transit sont de plus en plus associés au contrôle des frontières des États de destination.

29. Les politiques migratoires axées sur la dissuasion peuvent conduire à des violations du principe fondamental du non-refoulement qui est une norme impérative du droit international des droits de l'homme applicable à toutes les formes d'expulsion ou de transfert de personnes, quel que soit le statut de ces dernières, vers un pays où il y a des motifs de croire que ces personnes risquent d'être soumises à la torture ou de subir un préjudice irréparable<sup>15</sup>. Les migrants peuvent également faire l'objet d'une expulsion arbitraire ou collective. Dans certains cas, ils ne sont pas en mesure de donner leur consentement libre et éclairé à des retours qualifiés de « volontaires ».

30. Dans un contexte où les personnes cherchent à échapper à des conditions de vie déplorables et n'ont pas la capacité ou la volonté de retourner dans leur pays, les politiques migratoires, qui sont de plus en plus caractérisées par le « renvoi systématique », ont rendu les retours moins viables pour les migrants concernés<sup>16</sup>. Cette situation provoque des cycles répétés de migration précaire et perpétue les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits dont peuvent être victimes les migrants.

## **H. Protéger les migrants contre toutes les formes de violence et d'exploitation**

31. Au paragraphe 10 de la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à combattre avec tous les moyens à leur disposition les mauvais traitements et l'exploitation dont sont victimes d'innombrables réfugiés et migrants vulnérables. En vertu de l'article 5 b) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les États parties s'engagent à garantir le droit à la sûreté de la personne et à la protection de l'État contre les voies de fait ou les sévices commis soit par des fonctionnaires, soit par un individu, un groupe ou une institution.

32. Les migrants ne sont pas suffisamment protégés contre la violence, la torture, les mauvais traitements et l'exploitation pendant leur voyage, dans les pays par où ils transitent (notamment les pays où ils se retrouvent bloqués) et à leur arrivée dans les pays de destination.

<sup>15</sup> Voir l'article 3 de la Convention contre la torture et le paragraphe 12 de l'observation générale n° 31 (2004) du Comité des droits de l'homme sur la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte.

<sup>16</sup> Pour ce qui est des personnes rapatriées dans les pays des Balkans, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a défini les retours viables de façon à inclure la garantie de l'exercice, en toute égalité, des droits consacrés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en particulier dans les domaines de la protection sociale, des soins de santé, de l'éducation et de l'emploi (voir E/C.12/BIH/CO/2, par. 11).

33. Ils sont parfois victimes de l'usage disproportionné et illégal de la force dont se rendent coupables certains agents de la police, de la sécurité ou des services frontaliers. Il arrive aussi que des acteurs non étatiques les exploitent et les maltraitent dans le contexte de déplacements massifs ; ils risquent alors tout particulièrement d'être victimes de la traite (voir A/HRC/29/38, par. 11 à 13) et d'être exploités par des employeurs sans scrupules. Enfin, les migrants risquent aussi d'être enlevés et torturés par des criminels cherchant à leur extorquer de l'argent.

34. Dans le contexte des déplacements massifs, la violence sexiste est une préoccupation majeure pour les migrants. Les filles et les femmes sont particulièrement exposées aux faits de violence qui peuvent être commis par divers acteurs, dont des migrants, des gardes frontière, des fonctionnaires de police, des gardiens de centres de détention et d'autres fonctionnaires. Les violences sexuelles à l'égard des hommes et des garçons sont également répandues. Même lorsque des mécanismes de plainte existent ou sont accessibles, il est fréquent que les violences sexistes ne soient pas signalées, en raison de la stigmatisation qui y est associée.

## **I. Préserver le droit à la liberté des migrants**

35. Au paragraphe 33 de la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à revoir les politiques qui criminalisent les déplacements transfrontières et à chercher des mesures de substitution à la détention pendant que les évaluations sont en cours. Au paragraphe 56, ils ont affirmé que les enfants ne devaient pas être incriminés ni faire l'objet de mesures punitives en raison de leur statut migratoire ou de celui de leurs parents. Le paragraphe 1 de l'article 5 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose explicitement que tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne.

36. On a assisté à une évolution inquiétante ces dernières années : les migrants sont de plus en plus souvent détenus, en violation des principes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Malgré les effets catastrophiques de la privation de liberté, les migrants dans le contexte de déplacements massifs font souvent l'objet d'une détention administrative qui, dans certains cas, peut être obligatoire, voire indéfinie. Dans certains cas, les migrants sont détenus dans des conditions inhumaines et dégradantes, qui se caractérisent notamment par la surpopulation chronique, l'insalubrité, le manque d'accès à une alimentation adéquate et un niveau de violence élevé. La détention administrative de longue durée est un facteur d'apparition de troubles mentaux, en raison notamment du manque d'accès à des soins et des services de santé mentale.

37. La détention, même de courte durée, peut avoir des effets préjudiciables sur la santé mentale des enfants. Le placement d'enfants en centre de détention a souvent un effet traumatisant sur ces derniers, qui ne comprennent pas pourquoi ils sont « punis » alors qu'ils n'ont commis aucun délit (voir A/HRC/15/29, par. 51). Les enfants placés dans des centres de détention de migrants sont cinq fois plus susceptibles d'être victimes de violences sexuelles avérées, risquent beaucoup plus d'être témoins d'autres formes de violence, notamment des châtiments physiques infligés par les membres du personnel, ou d'en subir, et risquent aussi davantage de se suicider ou de commettre d'autres formes d'automutilation lorsqu'ils sont placés dans des centres pour adultes (voir A/HRC/28/68, par. 43).

## **J. Garantir la meilleure protection possible de l'unité familiale des migrants**

38. Au paragraphe 57 de la Déclaration de New York, les États Membres ont indiqué qu'ils envisageraient d'ouvrir la voie à des migrations sûres, ordonnées et régulières, notamment, selon les cas, grâce au regroupement familial. Le paragraphe 1 de l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

39. Des migrants peuvent être contraints de quitter leur pays d'origine sans leur famille, tandis que d'autres s'en vont dans l'espoir de la retrouver ou en sont séparés en chemin ou à destination. Les politiques restrictives de regroupement familial peuvent amener les migrants, notamment les enfants, à recourir à des filières illicites dangereuses pour rejoindre leurs parents et d'autres membres de leur famille. Les migrants peuvent rencontrer des difficultés lorsqu'ils essaient d'enregistrer les représentants de leur famille, en raison notamment de stéréotypes concernant la composition d'une famille.

40. Les migrants séparés de leur famille ne bénéficient plus des fonctions les plus fondamentales d'une famille, à savoir la protection, y compris physique, et l'appui affectif. Cela est particulièrement vrai pour les enfants migrants non accompagnés ou séparés de leur famille. Le fait d'être isolés de leur famille et de s'inquiéter du bien-être de leurs proches restés au pays peut avoir une incidence sur la santé physique et mentale des migrants. Cela peut entraver leur capacité de faire face à d'autres situations, notamment aux difficultés liées au voyage. Les effets de l'isolement social sont accentués lorsque les échanges avec la famille sont limités, qu'il n'existe pas de réseau de soutien social immédiat, qu'ils se heurtent à la xénophobie et à la discrimination, qu'ils deviennent indigents ou qu'ils se retrouvent isolés.

## **K. Garantir les droits de l'homme de tous les enfants dans le contexte des migrations**

41. Au paragraphe 32 de la Déclaration de New York, les États Membres ont dit qu'ils protégeraient les droits et les libertés fondamentales de tous les enfants réfugiés et migrants, quel que soit leur statut, en donnant toujours la priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant. Le paragraphe 1 de l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose que, dans toutes les décisions qui concernent les enfants, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

42. Les enfants voyageant dans le cadre de déplacements massifs et/ou mixtes risquent tout particulièrement d'être victimes de mauvais traitements et d'exploitation, qu'ils soient seuls ou accompagnés de leur famille ou des personnes qui s'occupent d'eux. Les enfants en déplacement et, en particulier, les enfants qui voyagent non accompagnés ou ont été séparés de leur famille n'ont souvent pas accès aux services de soutien et de protection, notamment à un tuteur légal et à une représentation juridique, le cas échéant.

43. Les mesures prises en faveur des enfants en déplacement sont souvent fondées sur des suppositions erronées, plutôt que sur une évaluation raisonnée des opinions, des besoins et de l'intérêt supérieur des enfants. L'application des politiques d'immigration l'emporte fréquemment sur les droits de l'enfant, en violation des normes juridiques internationales. Dans le contexte de déplacements massifs, les enfants n'ont pas toujours accès à des informations importantes qui leur permettraient de prendre des décisions concernant leur bien-être.

44. Lorsqu'ils se déplacent de façon irrégulière, les enfants ont moins de chances d'avoir accès à l'éducation et à des soins de santé, ou même d'être vaccinés en temps voulu, et ne disposent pas toujours d'un logement, de nourriture et de vêtements. Ils sont souvent victimes de violations graves des droits de l'homme, notamment de travail forcé, de traite, d'exploitation et de violence sexuelles, d'extorsion et d'enlèvement.

45. La détermination de l'âge peut être la méthode primordiale de la décision de protéger l'enfant, mais beaucoup d'enfants migrants sont soumis à des techniques d'évaluation inadaptées, susceptibles de porter atteinte à leur droit à la vie privée et à leur dignité. Le fait de croire, à tort, que ces techniques sont fiables et précises peut conduire à des erreurs grossières et exposer les enfants concernés au risque d'être refoulés, placés en détention ou privés de l'accès aux services de base.

## **L. Protéger les droits fondamentaux des migrantes**

46. Au paragraphe 31 de la Déclaration de New York, les États Membres ont déclaré qu'ils feraient en sorte que les mesures qu'ils prendraient pour faire face aux déplacements massifs de réfugiés et de migrants tiennent compte de la problématique hommes-femmes, favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, et respectent et protègent pleinement leurs droits fondamentaux. En vertu de l'article 2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les États parties condamnent la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes.

47. La discrimination, les inégalités et la violence fondées sur le sexe font partie des facteurs à l'origine des migrations précaires et massives et pourtant, de nombreuses migrantes continuent de subir de telles violations de leurs droits pendant leur voyage et à destination, qui sont commises par divers acteurs, dont des membres de leur famille, des travailleurs sociaux, des employeurs, des agents de l'État, des fournisseurs privés ou publics d'aide ou de services, des trafiquants ou des passeurs violents. Dans le contexte de déplacements massifs, les femmes enceintes, les mères qui viennent d'accoucher ou qui allaitent, les lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexuées, et les femmes âgées ou handicapées sont particulièrement exposées.

48. Par ailleurs, les migrantes peuvent assumer des fonctions et des responsabilités différentes pendant leur voyage et à destination, soit parce qu'elles voyagent seules ou avec leurs enfants, soit parce qu'elles ont commencé à travailler de manière indépendante ou hors du cadre familial lorsqu'elles étaient en transit.

49. Les migrantes n'ont pas toujours accès aux services destinés spécifiquement aux femmes, par exemple dans le domaine de la santé sexuelle et procréative, notamment aux services psychosociaux spécialisés pour les victimes de viol. De plus, le manque de personnel et l'absence d'infrastructures conçues expressément pour les femmes peuvent accroître leur vulnérabilité. Ces dernières n'ont également pas toujours accès aux services d'obstétrique et de santé maternelle pendant leur déplacement ni aux soins des nouveau-nés et des nourrissons.

50. Souvent, les migrantes ont un accès limité aux renseignements relatifs à leurs droits et au processus migratoire, et sont souvent exclues des décisions aux niveaux national, local ou familial. Il est fréquent que, faute d'accès à la justice, les migrantes qui ont survécu aux violations s'isolent, par crainte de subir des représailles ou de nouvelles atteintes à leurs droits.

## **M. Garantir le droit des migrants de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'ils soient capables d'atteindre**

51. Au paragraphe 30 de la Déclaration de New York, les États membres ont été invités à s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité au VIH et aux besoins en matière de santé qui sont propres aux migrants et aux populations mobiles. Conformément à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les États parties reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.

52. Dans le contexte des déplacements massifs, les migrants sont exposés à des atteintes à leur droit à la santé, à toutes les étapes du voyage. Les conditions dans lesquelles ils sont contraints de voyager, leurs conditions de vie et de travail dans les lieux de transit et les conditions d'accueil qui leur sont réservées les privent souvent des déterminants sous-jacents de leur droit à la santé et peuvent avoir des incidences sur leur santé.

53. Pendant les voyages longs, épuisants et traumatisants, les migrants peuvent souffrir de blessures accidentelles, d'hypothermie, de brûlures, de déshydratation ou d'infections non traitées, et les violences qu'il subissent durant ces voyages peuvent entraîner des lésions et des traumatismes. Les personnes vulnérables, notamment les enfants, sont souvent victimes d'infections respiratoires et de maladies gastro-intestinales dues aux conditions de vie précaires, au manque d'hygiène et à la privation de nourriture auxquels elles sont soumises pendant le voyage. Les déplacements précaires ont souvent des répercussions dramatiques sur la santé mentale des migrants ; dans le contexte des déplacements massifs, la moitié des migrants sont atteints de troubles post-traumatiques.

54. L'accès à un traitement adapté aux besoins est souvent compliqué par des facteurs d'ordre juridique, financier, culturel ou linguistique ou par la stigmatisation sociale. Les migrants en situation irrégulière peuvent être exclus du système de santé, tant en droit qu'en pratique. La mobilité rendant les traitements difficiles, notamment en ce qui concerne les problèmes de santé mentale ou des maladies chroniques, nombreux sont les migrants qui, dans le contexte des déplacements massifs, ont recours à l'automédication ou à des solutions de fortune.

## **N. Garantir le droit des migrants à un niveau de vie suffisant**

55. Au paragraphe 11 de la Déclaration de New York, les États Membres ont rappelé qu'ils étaient tenus de respecter pleinement les droits et les libertés fondamentales des migrants et des réfugiés, et souligné que ceux-ci devaient pouvoir vivre dans la sécurité et la dignité. À l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les États parties reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence.

56. Contrairement aux normes internationales qui consacrent la dignité inhérente à la personne humaine, il arrive fréquemment, dans le contexte des déplacements massifs, que les migrants n'aient pas accès à un logement convenable, à des conditions d'hygiène acceptables et à une alimentation suffisante ni à l'eau potable. Ils sont souvent atteints d'affections cutanées telles que des mycoses ou des dermatites liées au manque d'hygiène et au surpeuplement, et sont particulièrement exposés aux maladies transmissibles.

57. Les migrants qui sont en situation irrégulière pendant leur voyage et lorsqu'ils arrivent à destination sont souvent obligés, par la loi ou les circonstances, de s'établir dans

des zones résidentielles isolées, vétustes et mal entretenues, où les services et les équipements sont médiocres<sup>17</sup>. La criminalisation des migrations irrégulières peut entraîner l'impossibilité pour les migrants de louer des logements privés de qualité, et les contraindre à vivre dans des abris de fortune, des bâtiments abandonnés ou inachevés, ou même en plein air. Bien souvent, la loi ou la réglementation administrative ne les autorise pas à apporter des améliorations aux structures dans lesquelles ils vivent.

58. Dans bon nombre de pays, les migrants en situation irrégulière n'ont pas accès aux refuges pour sans-abri ou renoncent à cette solution, à cause de la réglementation obligeant les refuges à communiquer aux autorités d'immigration l'identité des personnes qu'ils accueillent. Les migrants sont aussi exposés aux expulsions forcées et risquent ainsi de se trouver sans abri et dans le dénuement, d'être placés en détention ou encore d'être forcés à rentrer dans leur pays d'origine.

## **O. Garantir aux migrants le droit au travail, dans des conditions justes et favorables**

59. Au paragraphe 57 de la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à accorder une attention particulière à l'application de normes du travail minimales pour les travailleurs migrants, indépendamment de leur statut. En vertu des articles 6 et 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les États parties s'engagent à reconnaître le droit au travail, qui comprend le droit qu'a toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté et le droit qu'a toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables.

60. Bon nombre de migrants sont obligés, lorsqu'ils sont en transit, de chercher du travail pour survivre et financer le reste de leur voyage. La plupart du temps, les migrants dans cette situation ne sont en mesure de trouver un emploi que dans le secteur informel, emploi qui peut être dangereux et dans le cadre duquel ils risquent d'être exploités. Ils sont particulièrement vulnérables face au travail forcé et à la servitude, y compris la servitude pour dettes. La protection des droits des migrants en matière de travail dans le contexte des déplacements de masse est souvent extrêmement délicate du fait que nombre d'entre eux n'ont pas accès à la justice lorsqu'ils sont victimes d'abus sur leur lieu de travail, en raison de leur situation irrégulière ou parce qu'ils craignent des représailles de la part de leur employeur. L'isolement et l'exclusion sociale renforcent parfois leur vulnérabilité, d'autant plus qu'ils ne peuvent pas adhérer à un syndicat et qu'ils n'ont pas accès à d'autres formes d'association.

61. Dans le contexte des déplacements massifs, les enfants migrants doivent souvent contribuer au revenu familial ou, s'ils voyagent seuls, ont besoin d'argent pour survivre et poursuivre leur voyage. Nombre d'entre eux sont exposés à des conditions de travail dangereuses, et risquent d'être maltraités ou de subir des violences. Les migrantes n'ont généralement accès qu'aux emplois informels traditionnellement occupés par les femmes, dans lesquels elles ne bénéficient pas de la protection du droit du travail et sont exposées à l'exploitation.

## **P. Protéger le droit des migrants à l'éducation**

62. Au paragraphe 39 de la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à prendre les mesures qui s'imposaient pour améliorer l'intégration et l'inclusion

<sup>17</sup> Les droits économiques, sociaux et culturels des migrants en situation irrégulière (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.14.XIV.4) p. 42 et 43.

des migrants et des réfugiés, selon qu'il conviendrait, en particulier en ce qui concernait l'accès à l'éducation. Au titre du paragraphe 1 de l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les États parties s'engagent à reconnaître le droit de toute personne à l'éducation.

63. Les enfants migrants sont, bien souvent, dans l'incapacité d'exercer leur droit à l'éducation dans le contexte des déplacements massifs. En effet, l'éducation n'est pas considérée comme une priorité pour les familles qui sont pressées de gagner la destination qu'elles se sont fixée et, dans de nombreux pays, la loi ne permet pas aux enfants migrants en situation irrégulière d'accéder à l'éducation. Même dans les pays dont la législation reconnaît le droit universel à l'éducation, la scolarisation des enfants migrants est parfois rendue impossible par les attitudes et les comportements discriminatoires. En outre, les parents renoncent parfois à envoyer leurs enfants à l'école de peur qu'ils ne soient exposés à des violences xénophobes ou par crainte d'être repérés et expulsés. À leur arrivée, les enfants migrants dans le contexte de déplacements massifs passent parfois plusieurs mois ou plusieurs années dans des centres d'accueil où l'accès à l'éducation est insuffisant.

64. D'autres facteurs font obstacle à l'accès à l'éducation, comme la nécessité de présenter certains documents, tels qu'une carte d'identité et un permis de séjour, ainsi qu'un certificat de naissance et un dossier médical. Les frais de scolarité que doivent acquitter les familles de migrants sont parfois élevés. Certains enfants migrants ne peuvent pas aller à l'école car ils doivent travailler afin de subvenir à leurs besoins ou de financer leur voyage.

65. Les migrants, notamment les adultes, ont souvent des difficultés à faire reconnaître leurs diplômes et leurs qualifications ou à obtenir une équivalence de leur niveau d'études.

## **Q. Défendre le droit des migrants à l'information**

66. Au paragraphe 42 de la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à prendre des mesures pour informer les migrants des divers processus associés à leur arrivée et à leur séjour dans les pays de transit, de destination et de retour. Le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que toute personne a droit à la liberté d'expression ; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce.

67. Dans bien des cas, les migrants qui se déplacent massivement n'ont aucune information concernant leur situation et leurs droits, ce qui les rend encore plus vulnérables à des violations des droits de l'homme. À leur arrivée dans le pays de destination, l'absence d'informations concernant leurs droits et leurs perspectives est pour eux source d'inquiétude et peut aggraver leurs problèmes de santé mentale et leurs difficultés sociales. Confrontés à des procédures inhabituelles et souvent complexes, ils ne savent pas qu'ils peuvent faire appel aux mécanismes de protection et d'assistance.

68. Les migrants en déplacement ne savent pas toujours qu'ils ont droit à des services de santé et qu'ils peuvent bénéficier de soins médicaux, de services juridiques et de services de logement, et saisir des mécanismes de plainte lorsqu'ils sont victimes d'abus. Ceux qui sont placés en détention ne sont pas toujours informés des moyens à leur disposition pour contester leur détention et exercer leurs droits, notamment le droit d'entrer en contact avec leur avocat, leur famille ou les autorités consulaires.

69. Des campagnes d'information ont été menées en vue d'essayer de décourager les migrations irrégulières ou d'encourager les retours dans le pays d'origine et d'appeler l'attention sur les dangers des migrations non encadrées, notamment dans le contexte des déplacements massifs. Ces campagnes n'ont certes pas fait l'objet d'une évaluation systématique, mais on constate néanmoins que, d'une manière générale, elles ne semblent



guère avoir d'effet sur les décisions d'émigrer ou sur le choix des filières utilisées par les migrants, lesquelles sont adaptées à la réalité des conditions dans les pays d'origine ou de transit, dépendent de l'existence de filières régulières ou sont recommandées par des réseaux sociaux fiables. Ces campagnes peuvent avoir un certain effet de sensibilisation, à un niveau relativement superficiel, mais ne modifient que rarement les décisions des populations visées.

70. Les informations diffusées directement aux migrants dans le contexte des déplacements massifs, notamment dans les centres d'accueil, peuvent avoir une utilité limitée si elles ne sont pas traduites dans les langues des destinataires, ne sont pas adaptées aux personnes qui ne savent pas lire ou ne sont pas présentées de la manière voulue aux enfants et aux femmes.

## **R. Respecter et soutenir les activités des défenseurs des droits de l'homme et des autres personnes qui s'efforcent de porter secours et assistance aux migrants**

71. Au paragraphe 61 de la Déclaration de New York, les États Membres ont pris acte de la contribution de la société civile, y compris des organisations non gouvernementales, à la promotion du bien-être des migrants et de leur intégration dans la société, particulièrement dans les périodes où ils se trouvent dans une situation de vulnérabilité extrême. Il est stipulé au paragraphe 1 de l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques que toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres.

72. Des particuliers et des organisations s'emploient à promouvoir et protéger les droits des migrants en portant secours aux migrants en détresse, en leur offrant une assistance humanitaire, des services éducatifs, des conseils juridiques et autres formes de protection, et en menant des activités de sensibilisation, de formation et de soutien aux victimes de violations des droits de l'homme. Nombreux sont ceux qui offrent un appui particulier aux migrants dans le contexte des déplacements massifs.

73. Cependant, ces particuliers et organisations sont souvent victimes de harcèlement et d'agressions, et sont poursuivis au pénal en raison de leurs activités. Il arrive que des individus ou des fonctionnaires de l'administration publique, notamment des policiers, les arrêtent ou les placent en détention de manière arbitraire, qu'ils les menacent, leur confisquent leur matériel de sauvetage, dont les embarcations, les harcèlent verbalement ou commettent sur leur personne des actes de violence physique ou sexuelle. Ils peuvent être aussi accusés de trafic ou d'introduction clandestine de migrants ou d'autres infractions pénales ou administratives.

## **S. Améliorer la collecte de données ventilées sur la situation des droits de l'homme des migrants dans le contexte des déplacements massifs**

74. Au paragraphe 25 de la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à faire le nécessaire pour recueillir des informations exactes sur les déplacements massifs de réfugiés et de migrants. En vertu du paragraphe 1 de l'article 65 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, les États parties sont censés maintenir des services appropriés pour s'occuper des questions relatives à la migration internationale des travailleurs et des membres de leur famille.

75. L'absence préoccupante d'études et de données sur la situation des migrants dans le contexte des déplacements massifs est un obstacle majeur à l'élaboration de réponses politiques effectives, durables et fondées sur les droits. La plupart des données actuellement disponibles relatives aux migrations n'apportent aucun éclairage sur la situation des droits de l'homme des migrants et des groupes de migrants vulnérables. Ainsi, alors que le nombre de migrants qui entreprennent des voyages périlleux à la recherche d'un lieu où ils pourraient vivre dans la sécurité et la dignité ne cesse de progresser, on ne dispose pas encore de données ventilées sur le nombre de ceux qui ont trouvé la mort, ont été blessés ou ont été victimes d'actes criminels alors qu'ils tentaient de franchir des frontières maritimes, terrestres ou aériennes ou dans le contexte de déplacement massifs et/ou de flux migratoires mixtes. Il est extrêmement difficile de comprendre la nature et l'ampleur de la violence à laquelle les migrants font face, faute de données disponibles. Les migrants en situation irrégulière n'étant pas systématiquement enregistrés, il y a peu de chances que leur nom figure dans les enquêtes relatives aux victimes.

76. On déplore aussi l'absence de données ventilées sur le nombre et le type de cas d'abus, d'exploitation et de violence dont sont victimes des migrants. Il faudrait aussi davantage d'études et de données ventilées sur les conséquences pour les droits de l'homme du trafic et de la détention de migrants en transit et sur les groupes particuliers de migrants qui n'ont pas accès aux services de base. Par exemple, on n'a actuellement que peu de données sur le taux de scolarisation des enfants migrants en situation irrégulière.

## **T. Promouvoir la coopération internationale pour garantir une approche fondée sur les droits de l'homme dans le contexte des déplacements massifs**

77. Au paragraphe 7 de la Déclaration de New York, les États Membres ont reconnu que les déplacements massifs de réfugiés et de migrants avaient des ramifications politiques, économiques, sociales, développementales, humanitaires et relatives aux droits de l'homme qui ne connaissent pas de frontières et qu'il s'agissait d'un phénomène mondial appelant des approches et des solutions mondiales. Conformément au paragraphe 1 de l'article 64 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, les États parties sont censés procéder, si besoin est, à des consultations et coopérer en vue de promouvoir des conditions saines, équitables et dignes en ce qui concerne les migrations internationales des travailleurs et des membres de leur famille.

78. On considère souvent que la gestion des flux migratoires n'est définie que dans le cadre de la souveraineté nationale, elle-même à son tour généralement assimilée à la sécurité nationale. Le cadre commun que représentent les principes universels des droits de l'homme est rarement pris en compte dans les débats relatifs à la politique migratoire. Il semble toutefois que l'on commence à comprendre que le renforcement de la coopération internationale est à un élément essentiel de toute réaction adéquate aux déplacements massifs, irréguliers et précaires de migrants et de réfugiés et que, conformément à la Charte des Nations Unies, l'ONU a un rôle clef à jouer en tant qu'instance de la coopération internationale dans ce domaine.

79. Cela dit, ainsi que le montre le présent rapport, il existe toujours de graves lacunes dans la protection des droits de l'homme d'un grand nombre de migrants que le contexte des déplacements massifs rend vulnérables, mais ne peuvent prétendre au statut de réfugiés. Il reste beaucoup à faire collectivement pour s'attaquer aux causes des migrations forcées que sont l'extrême pauvreté, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement, et répondre aux besoins de protection des droits de l'homme des migrants

qui se trouvent en situation précaire pendant leur transit et à l'arrivée dans le pays de destination.

#### **IV. Conclusions et recommandations**

80. Dans la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à protéger en tout temps la sécurité, la dignité et les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire (par. 41) et à apporter leur appui aux personnes déjà touchées ainsi qu'à celles qui participeraient à des déplacements massifs à l'avenir (par. 11).

81. Il faut de toute urgence que les États et les autres parties prenantes se concertent et unissent leurs efforts pour adopter des mesures visant à protéger, respecter et faire respecter les droits de l'homme de tous les migrants et de tous les réfugiés dans le contexte des déplacements massifs, car nombreux sont ceux qui empruntent des itinéraires extrêmement périlleux, par terre ou par mer, ou se retrouvent bloqués dans des lieux précaires dans les pays de transit ou aux frontières.

82. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme recommande aux États parties et aux autres parties prenantes, le cas échéant :

a) De reconnaître les droits de tous ceux qui se trouvent dans un contexte de déplacement massif et de s'engager à protéger pleinement leurs droits de l'homme et leurs libertés fondamentales, indépendamment de leur statut ou de tout autre critère ;

b) De reconnaître que le fait de criminaliser les déplacements ou les « tentatives » de déplacements transfrontières est une mesure disproportionnée et de s'engager par conséquent à mettre fin à la détention d'immigrants en adoptant les mesures législatives voulues, et de s'engager en outre à ne jamais placer des enfants en détention ;

c) De promettre de s'attaquer à la violence, à la stigmatisation, à la discrimination, à l'exclusion sociale et aux autres manifestations de xénophobie à l'égard des migrants et des réfugiés et, dans ce contexte, de soutenir les efforts déployés par le Secrétaire général pour lancer une campagne mondiale de lutte contre la xénophobie, en reconnaissant la nécessité impérieuse de lutter contre la montée de l'intolérance et de la violence à l'égard de ces groupes de population, et contre leur exclusion sociale ;

d) De veiller à ce que la réunion plénière de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants convoquée par l'Assemblée générale, et les processus mis en place dans ce contexte, en vue d'élaborer des accords multilatéraux sur le partage des responsabilités à l'égard des réfugiés, et sur la sécurité des migrations protègent les droits de l'homme de tous les migrants et de tous les réfugiés, sans distinction, et d'aider les États à mettre en place, à l'échelon national, régional et international, des politiques de migration et d'asile cohérentes et détaillées, fondées sur les droits de l'homme ;

e) De consacrer une attention particulière aux migrants vulnérables et, à cet égard, de continuer à soutenir l'élaboration, par le Groupe de travail sur les migrations, les droits de l'homme et le genre du Groupe mondial sur les migrations, des principes et des directives pratiques sur la protection des droits de l'homme des migrants vulnérables, dans le contexte de déplacements massifs et/ou mixtes, et de s'engager à mettre en place un processus dirigé par les États visant l'élaboration de

**lignes directrices pour les migrants vulnérables, solidement ancré, au niveau normatif, dans les principes et les orientations pratiques susmentionnés ;**

**f) De faire en sorte que le Pacte mondial pour des migrations sûres, régulières et ordonnées repose sur la protection des droits de l'homme de tous les migrants et de s'assurer qu'il soit solidement ancré dans le droit international des droits de l'homme et les autres normes pertinentes ; d'y faire figurer des mesures spéciales visant à garantir une gestion des migrations reposant sur les droits de l'homme, notamment en s'attaquant aux causes des migrations précaires, en renforçant les itinéraires réguliers et sécurisés, et en adoptant des mesures pour régulariser le statut des migrants en situation irrégulière ; et de s'assurer que toutes les parties prenantes concernées, à savoir le HCDH, les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU et la société civile, y compris les groupes de migrants, sont pleinement associés à l'élaboration du Pacte.**

---